

**Motion commune**  
**Groupe Communiste-Front de Gauche,**  
**Groupe Socialistes, Radicaux et Apparentés**  
**Groupe Union Pour le Nord**  
**relative à la réforme territoriale**

**AU SERVICE DES NORDISTES !**

Depuis la déclaration de politique générale du Premier Ministre le 8 avril, l'accélération et la précipitation décidée par le Président de la République, nous sommes à un moment crucial pour notre organisation territoriale.

Il est donc important, à ce stade du débat, d'exprimer le point de vue du Nord, plus grand Département de France, au sujet de notre organisation institutionnelle.

Il est essentiel de dire à nos Parlementaires jusqu'où nous sommes prêts à aller dans la discussion autour du rôle de la collectivité départementale mais aussi de poser nos limites. Nous **demandons à nos Parlementaires de tenir le plus grand compte de l'avis des conseillers généraux du Nord lors des débats nationaux à venir.**

**Les Départements sont condamnés à mort avant d'être jugés !**

Nous refusons la méthode qui a été utilisée jusqu'ici dans cette deuxième étape de la réforme territoriale et dénonçons l'absence de volonté d'engager une réflexion commune.

Nous exigeons un vrai débat démocratique associant la population.

Nous exigeons d'être entendus dans un véritable débat respectueux de la démocratie locale, prenant en compte nos besoins financiers afin de mettre en œuvre nos compétences obligatoires et nos politiques volontaristes au service des Nordistes et de l'égalité entre les territoires du Nord.

Nous tenons ici à rappeler que les agents départementaux doivent être respectés pour le travail difficile qu'ils mènent chaque jour au service des Nordistes, notamment des plus fragiles d'entre eux. **Ils ne doivent pas être les victimes d'une réforme qui ne tiendrait pas compte de leur engagement dans le service public départemental.**

Nous ne sommes pas fermés à des évolutions institutionnelles, et ce d'autant plus que nous avons engagé nous-mêmes des processus de rapprochement et de mutualisation. **Nous n'avons qu'une seule et même ambition : agir au service de nos concitoyens.**

Nous ne voulons pas nous inscrire dans une démarche jacobine et recentralisatrice qui ignorerait l'histoire, l'esprit et les atouts de la décentralisation voulue par Pierre MAUROY et développée depuis 30 ans sous les majorités successives. Les services déconcentrés de l'Etat doivent - eux aussi - faire partie du débat.

### **Réunis ce jour, nous condamnons avec force et détermination:**

- L'incohérence qui consiste à fixer un nouveau cap de façon unilatérale quelques mois à peine après avoir rétabli la clause générale de compétences, engagé un redécoupage généralisé des cantons et modifié le scrutin départemental.
- La rupture dans le dialogue constructif qui s'était engagé depuis octobre 2012 entre l'Etat et les collectivités locales, par le Pacte de confiance et de responsabilité. Cette annonce étant faite sans la moindre concertation avec l'Assemblée des Départements de France et après avoir décidé une nouvelle ponction de 11 milliards d'euros sur les collectivités.
- L'absence de volonté d'engager une réflexion commune, la conclusion étant d'ores et déjà annoncée en préalable.
- La violence de certains propos tenus qui tendent à laisser entendre à la population que les Départements n'ont plus d'utilité, que leur fonctionnement est obsolète.
- Les affirmations sans fondement qui rendent les décisions prises par les assemblées départementales, ainsi que les fonctionnaires, responsables des problèmes liés aux déficits publics en France.
- Le cynisme à l'égard de la collectivité quand, parallèlement à cette mise en accusation, l'Etat continue à s'appuyer massivement sur le Département pour assurer tout ou partie de ses compétences.
- Le risque d'une recentralisation contraire à l'esprit des lois de décentralisation issues de l'élection de 1981, mises en œuvre par Pierre Mauroy et Gaston Defferre, et d'un éloignement des lieux de décisions.

### **Nous rappelons :**

- La capacité dont a continuellement fait preuve le Département pour assumer les divers transferts de compétences organisés par l'Etat que ce soit en matière de solidarité, de voirie, de handicap, de gestion des collèges... Des transferts pourtant effectués sans les moyens financiers correspondants.
- Notre exigence de considérer le Département comme un ensemble de compétences assumées dans ce niveau intermédiaire indispensable de proximité entre la commune et la Région et non pas comme un simple échelon administratif.
- La capacité du Département à s'adapter et se réformer en permanence pour agir au plus proche de la population et des acteurs des territoires. La politique de contractualisation avec les communes et les intercommunalités, l'accompagnement spécifique en direction du monde rural, la territorialisation de nos interventions, la Convention construite avec le Département du Pas-de-Calais, la Conférence des 3 exécutifs associant la Région Nord/Pas-de-Calais, le Département du Nord et celui du Pas-de-Calais, sont autant de procédures adaptées et innovantes.

### **Nous exigeons :**

- Que le débat et le dialogue s'engagent véritablement et en toute transparence avant que soit prise la moindre décision.
- Que soit privilégié le droit à la libre expérimentation par le local pour trouver les solutions adaptées à l'intérieur du périmètre régional. Le rôle de l'Etat étant de fixer les objectifs.
- Que soit organisée la plus large consultation populaire sur l'organisation institutionnelle de la France.
- Que l'Etat et les collectivités locales aient le même niveau d'exigence en matière de transparence et de responsabilité financière.
- **Qu'il soit redonné aux collectivités les capacités de mener des politiques publiques utiles aux habitants et au développement des territoires dans l'équité.**

### **En conséquence, nous affirmons que ;**

- Nous accentuerons le dialogue avec la population du Nord et les partenaires des territoires pour rétablir certaines vérités, pour réhabiliter la notion de dépense publique utile et pour faire la démonstration du caractère indispensable de notre action et sur les conséquences prévisibles du schéma simpliste proposé.
- Nous continuerons d'avancer sur l'optimisation de nos dépenses et sur les solutions à renforcer ou à engager avec le Département du Pas-de-Calais, la Région, les intercommunalités et les communes du Nord.
- **Nous continuons donc notre action en faveur des Nordistes, notamment en proposant un nouveau débat d'orientation politique (DOP) pour 2014-2015 guidé par des principes forts :** la mise en œuvre de nos engagements, le devoir d'innovation dans des temps difficiles ainsi que l'amélioration et l'adaptation de nos politiques.
- Si l'Etat continuait à vouloir passer en force en niant la démocratie sur la suppression de départements à court terme, se poserait alors inévitablement la question de suspendre les collaborations en cours avec lui sur les sujets où la contribution du département est mise en œuvre.

**A condition qu'elles soient débattues, partagées et acceptées, nous sommes favorables aux innovations et aux expérimentations. Nous en sommes d'ailleurs bien souvent les instigateurs,**

**Pour nous, élus du Conseil général du Nord, une décentralisation réelle et efficace se doit de :**

- **générer une plus grande démocratie locale car le lien démocratique de proximité reste à ce jour le meilleur rempart contre l'intolérance et le national-populisme,**
- **donner aux services publics les moyens financiers de leur fonctionnement,**
- **lutter contre la désespérance de la population,**
- **d'encourager l'innovation et de favoriser les expérimentations à l'initiative des collectivités locales,**
- **de mettre en œuvre des projets structurants par des investissements qui préparent l'avenir des territoires et génèrent des emplois non délocalisables.**